

Le «Cercle Leonhard» se présente

«Ce n'est que lorsque le pouvoir politique est décentralisé, démocratiquement limité et transparent que la libre participation de l'individu est garantie.»

(CH-S) La création de l'«Alliance pour la liberté d'expression» (www.buendnisredefreiheit.ch) pour la Suisse et l'Allemagne n'est pas la seule initiative qui a récemment retenu l'attention. A Zurich, une autre association de haut niveau s'est présentée au public, défendant également les préoccupations des citoyens contre un Etat de plus en plus intrusif:

Ueli Maurer (ancien Conseiller fédéral, UDC), Thilo Sarrazin (ancien sénateur des finances de Berlin, ex-SPD) et Hans Georg Maassen (ancien président allemand de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution) ont présenté le «Cercle Leonhard»¹ à un large public le 27 octobre. Il s'agit d'une mesure urgente et nécessaire contre le déclin insidieux du sens civique, de l'Etat de droit et de la volonté de paix au-delà des frontières de la Suisse.

La présentation du «Cercle Leonhard» sur son site Internet mérite d'être lue:

«Nous élaborons nos positions à partir de la conviction que la tâche la plus noble de l'Etat est de protéger les droits fondamentaux et les libertés individuelles des citoyens.

Le Cercle Leonhard est neutre sur le plan politique et confessionnel et ne participe pas aux élections. Par son travail journalistique sous forme de textes, d'images et de sons, ainsi que par des conférences et des manifestations, l'association souhaite contribuer à l'éducation politique de la société. Sur la base du respect mutuel et de la tolérance, elle aspire à une coopération constructive entre tous les participants afin d'atteindre les principaux objectifs suivants (énoncés dans les STATUTS):

1) La protection de l'Etat de droit libéral et démocratique

Le Cercle Leonhard incarne un renouveau observable à l'échelle européenne dans la lutte pour les droits civils de chaque individu. «Ce n'est que lorsque le pouvoir politique est décentralisé, démocratiquement limité et transparent que la libre participation de chaque individu est garantie.»



Pour les libertés fondamentales. De gauche: Thilo Sarrazin, Ueli Maurer, Hans-Georg Maassen. Conférence de presse, 27 octobre 2025, Zurich. (Photo KEYSTONE/Michael Buholzer)

- 2) La préservation des droits fondamentaux et des libertés individuelles
- 3) L'engagement en faveur d'une politique réglementaire et financière qui serve l'intérêt économique général
- 4) La préservation de la paix par la promotion de la compréhension entre les peuples
- 5) La protection des ressources naturelles

Dans notre MANIFESTE, nous soulignons que même après la fin de la politique liée au coronavirus dans nos communautés en Suisse, en Allemagne et en Autriche, un grand nombre de symptômes indiquent que les droits de l'homme et les droits de participation démocratique sont considérablement menacés par des tendances dictatoriales transnationales.

Dans les sociétés occidentales, l'action politique de plus en plus centralisée menace d'aller à l'encontre des intérêts de la grande majorité de la population. Le programme de cet état d'usurpation que nous avons diagnostiqué est exposé de manière exemplaire dans l'Agenda 2030 des Nations Unies. Nous sommes parvenus à la conclusion que les élections seules ne peuvent actuellement corriger les déséquilibres. En vue du rétablissement de l'Etat de droit et de la participation démocratique, nous estimons nécessaire d'informer les citoyens sur les développements et de les inciter à une résistance pacifique.

Grâce au contact avec le public et aux formations continues du Cercle Leonhard, toutes les forces constructives doivent être regroupées et les individus efficacement renforcés afin de contraindre les élites politiques et économiques à changer leur façon de penser.

Qu'avons-nous observé?

La mise en œuvre d'une politique climatique scientifiquement infondée et inefficace détruit notre puissance économique et nuit à l'environnement sans changer quoi que ce soit au climat mondial. Au contraire, des mesures inutiles, fondées sur l'hypothèse erronée d'un changement climatique anthropique, ont conduit à négliger une protection appropriée de l'environnement. Partout dans le monde, nous assistons à une destruction croissante de l'environnement, par exemple par les métaux lourds ou le plastique.

La lutte contre l'agriculture par le biais de réglementations et d'exigences légales en matière de renaturation entraîne une réduction des capacités de production agricole et une augmentation simultanée de la faim dans le monde.

Aux Etats-Unis et en Europe occidentale, la politique d'ouverture des frontières, avec une immigration massive vers les systèmes sociaux, menace la sécurité intérieure et la performance de l'Etat providence. L'hétérogénéisation culturelle totale sape la formation de la volonté politique. L'Etat providence se dégrade également en raison de l'évolution démographique, à laquelle on ne répond pas par des réformes, mais par l'endettement et l'exploitation des travailleurs.

La politique pandémique suspend une partie des droits de l'homme, en l'absence de risques sanitaires pandémiques pertinents.

La dette publique, l'inflation et la dégradation de la performance de l'économie réelle ont augmenté de manière spectaculaire.

La censure (en ligne) des médias interactifs et non interactifs restreint massivement la liberté d'expression.

L'éducation et la science sont soumises à la politisation de l'Agenda 2030 et à la censure.

Une politique de guerre est menée sans aucune nécessité contre notre partenaire commercial essentiel, la Russie, et les meilleures alternatives pour la compréhension et le partenariat sont ignorées; à cela s'ajoute un bellicisme irresponsable sur d'autres théâtres de guerre et foyers de crise internationaux.

La politique identitaire de petits groupes particuliers va à l'encontre du processus de mise en œuvre politique dans l'intérêt des 90% les plus pauvres.

Le pouvoir politique a été transféré à des organisations transnationales non démocratiques qui mettent en œuvre l'Agenda 2030 au profit des grands investisseurs et des grandes entreprises (partenariats public-privé).

Nous soutenons un fédéralisme démocratique avec des règles clairement définies

Une communauté construite de bas en haut garantit une participation maximale de l'individu. Ce n'est que lorsque le pouvoir politique est décentralisé, démocratiquement limité et transparent que la libre participation de l'individu reste garantie.

La prise en compte de forces créatrices innovantes, du sens des responsabilités et de la rigueur budgétaire offre les meilleures conditions pour un budget public sain.

Nous justifions notre soutien à un ordre économique libéral

L'Etat doit réglementer sans entraver la performance entrepreneuriale; il doit créer des conditions-cadres libres et progressistes pour l'économie. Cela passe notamment par un soutien approprié à l'éducation, la sécurité juridique, la réduction de la bureaucratie, une fiscalité favorable et une politique monétaire et financière visant à l'absence de dette.

Seule la compétitivité de notre pays sur la scène internationale peut garantir la prospérité. Pour rester compétitive, l'économie a besoin d'une marge de manœuvre lui permettant de se développer sur la base de ses principes éthiques.

Nous vivons notre soutien à la responsabilité individuelle et à l'engagement personnel

L'engagement personnel de chacun est d'une grande importance. Chacun est responsable de lui-même. L'Etat doit protéger cette liberté personnelle et, en même temps, aider de manière ciblée à soulager la détresse et la pauvreté en utilisant correctement les systèmes sociaux.

La liberté signifie aussi responsabilité et accomplissement de ses devoirs; la liberté est aussi un service rendu à la communauté. Une société libre dépend de femmes et d'hommes prêts à s'engager de manière désintéressée pour le pays et son indépendance.

Dans une communauté où la diversité est respectée, la liberté trouve ses limites là où la liberté de l'un affecte la liberté de l'autre.

Nous avons confiance dans les valeurs qui ont fait la force économique et culturelle de l'Europe

Ce qui se traduit actuellement par une désagrégation de la cohésion sociale et des problèmes économiques est l'expression d'une crise plus profonde. Un retour aux valeurs européennes originelles, parmi lesquelles figurent la concurrence, la science et l'éthique du travail, peut donner un nouvel élan à nos pays. Nous considérons comme notre mission particulière d'obliger le pouvoir étatique à respecter et à défendre les droits fondamentaux et les libertés.

Nous agissons et encourageons le courage civique

Les citoyens libres, responsables et capables de discernement constituent le souverain.

Ayons donc tous le courage de défendre nos droits et nos libertés et d'exiger que les dirigeants, les politiciens, les fonctionnaires et autres personnes qui se sont rendus coupables d'une violation des droits fondamentaux et donc d'un crime contre l'humanité soient traduits en justice pour leurs actes.

Quiconque s'identifie aux objectifs de l'association peut, en adhérant au Cercle Leonhard, contribuer à faire en sorte que ce ne soient pas les dirigeants ou les agendas mondiaux qui déterminent nos libertés. Ces droits sont absolument inaliénables pour chaque être humain, indépendamment de son statut et de sa situation extérieure.»

Source: <https://leonhard-kreis.ch/>, Cercle Leonhard, case postale, 8021 Zurich, info@leonhard-kreis.ch

¹ A propos du nom: «Saint Léonard, patron des prisonniers et le «saint des chaînes», inspire notre nom et notre mission: la libération des chaînes injustes et la protection des libertés individuelles.»